

1. Circulation monétaire.

Suivant le bilan, la circulation monétaire a été réduite, entre avril 1967 et mars 1968, de 53 millions de drachmes, contre une augmentation de 2.188 millions pendant la période correspondante précédente. Or tout ceci n'est que mensonge. Tout d'abord l'augmentation de la circulation entre avril 1966 et mars 1967 n'était élevée à 961 millions et non à 2.188 millions, selon les données officielles de la Banque de Grèce. En second lieu, dans les neuf jours qui suivirent le coup d'état, soit du 22-4-67 au 1-5-67, la circulation monétaire augmenta de 5.300 millions de dra. le communiqué gouvernemental essaie de cacher cet accroissement, en faisant un choix de dates qui lui conviennent. Toutefois il est un fait indéniable, que l'augmentation de la circulation entre le 21-4-67 et le 31-3-68 est de 5.800 millions, soit de dix fois plus grande que celle de l'année précédente.

2. Vente de livres or.

Suivant le bilan gouvernemental, ont été vendues en 1967 à la Banque de Grèce par des particuliers (grâce à la confiance inspirée par la Junta) 2.423.000 livres or. Tout à fait faux. A la vérité, durant les quatre mois ayant précédé le coup d'état, ont été vendus 2.150.000 livres, contre 800.000 vendus durant tout le reste de l'année 1967. Pendant les mois de novembre et décembre, les ventes à la Banque de Grèce se sont réduites à 80.000 et 45.000 respectivement. Dans les premiers mois de l'année courante la vente de livres or a été plus réduite encore. Ainsi donc la vente de livres or par des particuliers pendant la première année du coup d'état, vente qui est proclamée à grands cris, n'est à peine élevée à 1.000.000, contre un chiffre plus que triple pour la période correspondante précédente. Bien qu'en décembre 1966 ont été vendus 350.000 livres, contre 45.000 seulement en décembre 1967.

3. Dépôts.

L'ensemble des dépôts privés entre mars 1967 et février 1968 n'augmentèrent que de 3.290 millions, contre 6.340 millions pendant la période précédente. On se demande donc sur quel on base-t-on le grand bond d'un accroissement de 1.000 millions de dépôt par mois dont fait état le communiqué gouvernemental?

4. Prix.

Les prix sont restés stables, en effet, voire ont baissé. L'indice du consommateur a baissé de 3,1 entre avril et décembre 1967, alors qu'il avait monté de 2,5 pendant la période correspondante précédente. Mais cette réduction resulta uniquement de la diminution de la demande, du fait que les particuliers manifestèrent leur préférence vers une plus grande liquidité à la suite des événements du 21-4-67.

5. Financement.

Il est certain que dans la période entre avril et décembre 1967 le financement a augmenté de 8.500 millions, contre 5.500 millions de la période correspondante de l'année précédente. Il est cependant ainsi certain que le financement accru de 1967 ne

correspondait nullement aux véritables besoins de l'économie, étant donné que celle-ci se trouve en état de dépression constante. De plus, les prêts consentis provenaient dans une mesure substantielle de capitaux du privilège d'émission, en d'autres termes constituaient de la monnaie d'inflation. Le financement accru de 1967 est dû uniquement au fait que le Gouvernement de la Junta, épouvanté de l'affaiblissement constant de l'activité économique depuis son accès au pouvoir, a eu recours au financement des divers secteurs de l'économie avec de la monnaie d'inflation, sans nullement se soucier des véritables besoins de ceux qu'il finance. On peut donner en exemple l'emprunt à obligations qui a été plus que couvert par des prêts consentis sur commande par les banques à divers hommes d'affaires, avec obligation pour eux d'acheter un certain nombre d'obligations.

6. Afflux de capitaux étrangers.

Grand est le douleur du Gouvernement de la Junta dans ce secteur. Car, en effet aucune alchimie de chiffres ni de dates ne peut modifier la situation. Les capitaux étrangers privés importés dans le courant de 1967 étaient de 30 millions environ en moins qu'en 1966. Par conséquent il est facile de comprendre pourquoi le communiqué gouvernemental n'en donne pas les chiffres. Le Gouvernement de la Junta se borne à énumérer les approbations données. Or ici aussi, il sent. Il déclare avoir signé des contrats pour 1.200 millions de dollars et se fait un plaisir d'annoncer que ces ~~contrats~~ couvrent une somme quatre fois plus grande que celle des contrats signés pendant dix-sept ans. C'est un mensonge éhonté. Voici ce qui en est. Jusqu'en 31-12-66

il y avait eu des approbations pour l'importation de 600 millions de dollars. Dans le courant de 1967 on accorde des approbations pour 120 millions encore, dont les 100 à partir du jour du coup d'état et le reste dans le courant des quatre premiers mois de l'année. Pour justifier ce chiffre exorbitant, on se réfère de façon éhontée au contrat avec la ILLION et certaines autres compagnies d'un même genre, au sujet desquelles l'attitude des gouvernements d'avant le coup d'état avait été nettement négative, en raison du caractère désavantageux des conditions proposées et du manque d'une responsabilité correspondante chez le co-contratant. A titre d'exemple nous citons le fait que sur la base du contrat signé, la ILLION aurait déjà dû proposer certains investissements d'une valeur de 50 millions de dollars et, en même temps, s'être assurée de trouver les capitaux nécessaires. Au lieu de tout cela, la compagnie en question a déjà **encaissé**, en vertu du contrat signé, 1,2 millions de dollars pour les frais de ses installations en Urbes, sans offrir quoi que ce soit de concret au point de vue investissements.

7. Ressources invisibles.

Les ressources invisibles augmentèrent de 25 millions, contre 69 millions de l'année précédente. C'est ce que les gens de la Junta considèrent comme un grand succès. Ils s'efforcent par ailleurs d'indiquer que la balance de ces ressources baissa de sept millions, contre un surplus de 70 millions en 1966. Et on ne comptait pas les capitaux du S.A.T. (Caisse de Retraite des Gens de Mer) qui furent introduits dans les res-
7.

sources invisibles, le déficit aurait dépassé les 15 millions de dollars.

8. Les réserves de change.

Le bilan gouvernemental présente une augmentation de 13 millions de dollars des réserves de devises étrangères en 1967. Or, en fait, il y eut une diminution d'environ 40 millions de dollars qui, par le truc de comptabilité du transfert de livres or et de réserves de devises des Banques Commerciales à la réserve officielle de la Banque de Grèce, surcouvrait le déficit et rendit possible la présence du surplus fictive des 13 millions de dollars.

9. Investissements publics.

Suivant les déclarations de la Junta, il y eut en 1967, des investissements de l'ordre de 7,8 billions de drs. Ces investissements ont été financés pour 4,5 billions par des emprunts à l'intérieur du pays et par des avances de la Banque Centrale. Pour 1968 on prévoit un programme de 9 billions de drachmes, qui sera couvert, à ce que l'on prévoit, dans sa plus grande partie, par le privilège d'émission. Les seuls capitaux sûrs, sont ceux provenant des revenus des investissements et du surplus du budget ordinaire, qui, cependant, ne doit pas s'élever à plus de 1.500 millions. Les sources étrangères doivent être fermées. Il faudra donc encore environ 5 billions qui devront être pompés sur le marché intérieur. Ils seront obligés, en d'autres termes, à avoir recours au privilège d'émission ou bien à diminuer la liquidité bancaire, en diminuant le financement de l'économie, malgré les déclarations contraires à ce sujet. Dans tous les cas, il est impossible qu'un recours au financement par l'inflation n'ait pas, dorénavant, de répercussion sur les prix.

10. Revenu national.

Selon le bilan gouvernemental, l'augmentation du revenu national en prix stables a été de 9 %. Le rapport de K. Galanis aux actionnaires de la Banque de Grèce, porte cette augmentation à 3,8 %. La véritable augmentation, suivant les techniques d'évaluations du Service des Comptes Nationaux, est plus petite encore. On doit remarquer, à ce sujet, qu'avant le coup de force on pensait que l'augmentation s'élèverait à 7,5 % (cf. Rapport de l'O.C.C.A.). Comme on sait, en effet, le rythme annuel d'augmentation du revenu national au cours des cinq dernières années était supérieur à 7% et durant toute la période à partir de 1953 il était supérieur à 6%.

11. Finances publiques.

Le bilan gouvernemental indique que le budget de 1967 prévoyait un déficit de 3 billions de drachmes, que le "gouvernement" changea en surplus de 965 millions de drs. Ce déficit de 3 billions de drs. est un pur produit de l'imagination des auteurs du bilan, car il n'apparaît dans aucun document officiel. Comme on sait, le budget de 1966 était fermé avec un surplus de 2.600 millions de drs. (cf. Rapport Galanis).

12. Observations finales.

Nous avons glané, ci-dessus, certains des renseignements les plus caractéristiques du bilan gouvernemental. Une analyse systématique de tous les éléments de ce document triomphal nécessiterait tout un volume. Car il n'existe presque pas de ligne qui ne constitue un mensonge, une contrefaçon de la vérité ou, dans le meilleur des cas, une demi-vérité.